Les mesures des universités pour encourager les études en médecine générale ne suffisent pas

LE BLUES DU GÉNÉRALISTE

« SEVAN PEARSON

Universités » «L'université nous encourage à choisir la médecine générale. En 4e année, nous suivons ainsi un module de plusieurs semaines, intitulé «généralisme». J'ai trouvé ce cours très intéressant, car orienté sur la pratique, même s'il est un peu bref.» Etudiante en 5e année à Lausanne, Andreia Ferreira semble avoir trouvé sa voie: la médecine générale, «une spécialisation qui m'intéresse depuis un certain temps».

Les efforts consentis par les universités pour encourager les étudiants à devenir médecins généralistes (appelés aussi médecins de premier recours) portent lentement leurs fruits. Mais ils restent encore insuffisants pour pallier le manque de médecins généralistes. Création d'instituts de médecine générale, stages en cabinet, cours et ateliers ciblés: les universités prennent de nombreuses mesures depuis une dizaine d'années.

Si la Suisse romande forme suffisamment de médecins toutes spécialités confondues, contrairement à la Suisse alémanique, la pénurie de généralistes est un problème commun à tout le pays. Pour pallier ce manque, il faut recourir massivement à des médecins étrangers. Le phénomène est similaire au sein des hôpitaux, notamment dans les spécialisations qui attirent moins les étudiants suisses. Mais les cantons romands sont en train de réagir.

Les étudiants en médecine n'ont pas tous la vocation de médecin de premier recours. Vincent Murith-archives

Un pilotage nécessaire

«Il est indispensable d'aiguiller les étudiants vers les domaines qui manquent de médecins et de dissuader les étudiants de se former dans les spécialités pléthoriques», avance Laurent Bernheim, vice-doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Genève. «Valoriser la profession de généraliste est une très bonne chose, mais ce n'est pas suffisant pour assurer la relève. Concernant la pénurie d'internes dans certains services hospitaliers, une possibilité consisterait à imposer une année d'assistanat à l'issue des études dans un service spécifique, selon les besoins du canton concerné.»

A Genève, ce seraient ainsi 150 médecins qui permettraient de moins recourir aux professionnels étrangers.

L'Université de Fribourg se mobilise également: dès l'automne 2019, un master en médecine humaine avec orientation en médecine générale sera proposé. Du côté vaudois, à l'initiative des autorités cantonales, un projet intitulé «Réformer» va démarrer progressivement dès 2019.

Stéfanie Monod, cheffe du Service vaudois de la santé publique, explique qu'il est «question de réorganiser le cursus de formation dès la fin de la formation universitaire (pré-graduée) et surtout pour la formation conduisant au titre de la Fédération suisse des médecins (FMH), post-graduée. Nous souhaitons réguler les places de formation en fonction des besoins des cantons (médecine de premier recours versus médecine spécialisée, activité en cabinet ou activité hospitalière, etc.).» Le programme prévoit également d'orienter «le plus tôt possible chaque médecin assistant vers la spécialisation qu'il aura choisie et de l'y conduire au travers d'une forme de mentorat».

Face à la pénurie de généralistes, François Héritier, directeur adjoint de l'Institut universitaire de médecine de famille de Lausanne, se veut réaliste: «On constate que davantage d'étudiants s'intéressent à la médecine générale, mais ce n'est pas gagné.» Eveiller l'intérêt des jeunes pour cette spécialisation grâce à de nouveaux enseignements et des stages fait partie des objectifs de l'institut.

Des cours spécifiques

L'Université de Bâle aussi introduit des enseignements spécifiques en médecine générale. La 4e année d'études prévoit une demi-journée par semaine en cabinet. «Ces cours pratiques sont vraiment intéressants et c'est une première entrée dans le monde médical», glisse Maximilien Fleury, étudiant de 5e année. Il n'est cependant pas certain que le Fribourgeois se lance dans la médecine générale. «Cela reste une option, mais ce n'est qu'après l'examen final en 6e année qu'il faut choisir sa spécialisation.»

L'Institut de médecine générale de l'Université de Zurich propose des cours spécifiques en médecine générale depuis 10 ans. «Nous avons également introduit des tutorats et organisons des stages en cabinet», observe son directeur Thomas Rosemann. «Mais les autres spécialistes tentent eux aussi d'attirer les étudiants.» Résultat: seuls 10 à 20% des étudiants choisissent la médecine de premier recours, chiffre le responsable. Pour le moment, les généralistes sont donc loin d'avoir gagné la partie.

L'intérêt existe

Florian Despont, qui vient d'achever ses études à l'Université de Bâle, confirme: «L'intérêt pour la médecine générale existe parmi les étudiants. Mais cela ne concerne pas une majorité, selon les discussions que j'ai pu avoir avec des camarades.» Lui-même fait partie de la minorité, puisqu'il se destine à la pédiatrie, une des branches de la médecine générale.

Pour attirer les étudiants sur cette voie, pourquoi ne pas réévaluer les salaires des praticiens? Nombreux sont ceux à appeler à une hausse des rémunérations des médecins de premiers recours, plutôt faibles comparées à celles des autres spécialistes. Des négociations au sujet du tarif médical (Tarmed) sont en cours. «Revaloriser les revenus des généralistes nécessite de diminuer ceux des autres spécialistes, si l'on ne souhaite pas augmenter l'enveloppe globale dévolue aux rémunérations des médecins», tempère Laurent Bernheim.

«Davantage d'étudiants sont intéressés par la médecine générale, mais ce n'est pas gagné»

François Héritier

Les conditions de travail peuvent également encourager des jeunes à opter pour la médecine générale. «Grâce à de nouveaux systèmes de garde (en discussion actuellement dans le canton de Vaud, par exemple) les généralistes sont moins sollicités, se réjouit François Héritier. La création de cabinets de groupe et la démocratisation du temps partiel rendent également la profession plus attractive.»

Parfois, les communes soutiennent directement l'installation de généralistes, à l'instar de celle de Val-de-Travers (NE). Quelles que soient les mesures adoptées, elles ne prennent effet qu'environ douze ans plus tard, vu la durée des études de médecine. »

LES CANTONS ROMANDS S'ENGAGENT

Les cantons mettent à la disposition des médecins assistants des postes dans des cabinets de généraliste.

Depuis dix ans, le Cursus romand en médecine de famille conseille les étudiants et les médecins assistants qui souhaitent devenir généralistes. Il a encouragé les cantons à prendre des mesures très concrètes.

Fribourg a introduit en 2010 la possibilité pour un médecin assistant d'exercer durant six mois au sein d'un cabinet de généraliste. Alors que deux postes étaient à disposition cette année-là, ce sont huit places qui sont proposées en 2018. Ce nombre sera porté à douze en 2021. Le programme, réalisé en collaboration avec l'Hôpital fribourgeois (HFR), est financé à 80% par l'Etat, soit 430 928 francs en 2018. Antoine Geinoz, secrétaire général de la Direction de la santé et des affaires sociales, tient à souligner qu'à ce jour, «sur 25 médecins assistants qui ont suivi ce programme entre 2010 et fin 2017, dix-sept se sont installés en cabinet, trois sont chefs de clinique à l'HFR et un se destine à une carrière hospitalière».

Le canton de Vaud soutient l'assistanat en cabinet généraliste à hauteur de 2,3 millions de francs en 2018 et a prévu d'y consacrer 100 000 francs supplémentaires en 2019. Les places d'assistant en cabinet de pédiatrie sont financées à hauteur d'un demi-million de francs. Le canton de Berne augmente lui aussi son budget: alors qu'il finance 21 postes en 2018, il en subventionnera 35 l'année prochaine.

Selon la ministre Esther Waeber-Kalbermatten, le Valais «finance l'assistanat en cabinet médical à hauteur de 300 000 francs par an. Entre huit et douze médecins (généralistes et pédiatres) en formation bénéficient de cette mesure chaque année.»

Le canton de Neuchâtel mettra à disposition 23 places d'assistanat en cabinet ces deux à trois prochaines années. Quant au Jura, il investit annuellement 200 000 fr. pour deux postes, mais ne trouve pas toujours de candidat pour les occuper.

Le canton de Genève est le seul à ne pas subventionner directement les stages en cabinet. Il finance l'université et les Hôpitaux universitaires genevois (HUG), principaux fournisseurs des places d'assistanat. » SP

TROP PEU DE GÉNÉRALISTES

En 2007 déjà, l'Académie suisse des sciences médicales (ASSM) s'alarmait: selon cette organisation, moins de 10% des étudiants décidaient de devenir généralistes. Or, pour assurer la relève, il en faudrait environ 40%. Une des solutions préconisées à l'époque? Des chaires de médecine générale. Depuis, les facultés ont suivi cette recommandation, mais des mesures complémentaires dépassant le strict cadre universitaire s'avèrent indispensables.

Selon l'Association suisse des médecins de famille, on forme à l'heure actuelle 15% de généralistes, alors qu'en 2017, 22,5% des médecins en exercice étaient généralistes, selon la Fédération suisse des médecins (FMH). Le bulletin de l'organisation tirait une fois de plus la sonnette d'alarme en mars dernier. «Près de 60% des médecins de famille actuellement en exercice cesseront leur activité en cabinet pour raison d'âge dans les dix prochaines années.» SP